

Lula et le Parti des travailleurs viennent de gagner [les élections présidentielles au Brésil](#). Néanmoins, une victoire dans les urnes ne se traduit pas automatiquement par une victoire politique ou sociale. Cela nécessite des transformations profondes, qui ne peuvent être réalisées que par une mobilisation populaire. Car s'il y a une chose que montre l'histoire récente du Brésil, c'est que sans une force populaire bénéficiant d'un soutien massif dans les rues, aucun changement social progressif ne peut être soutenu dans le temps.

Entre 2006 et 2014, le lulisme avait ainsi réussi à neutraliser la croissance du conservatisme populaire, mais le prix à payer pour cela a été la démobilisation de sa base sociale. Pour que l'histoire ne se répète pas, il faudra plus d'audace, pas moins de confrontation. Afin d'approfondir la réflexion sur une bataille politique qui n'a fait que commencer avec l'élection, d'en comprendre les enjeux et de pouvoir appréhender la situation actuelle au Brésil dans le processus plus long de ces vingt dernières années, nous avons traduit cet entretien avec André Singer, politologue et professeur à l'université de São Paulo, auteur de plusieurs ouvrages et porte-parole du premier gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva.

Igor Peres - Dans *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservador* (Companhia das letras, 2012), vous mentionnez les résultats de vos recherches antérieures sur les élections présidentielles de 1989 et 1994 au Brésil. Vous présentez ensuite l'idée de la « question nordeste », définie comme une « étrange comédie politique où les exclus entretiennent leur propre exclusion ». C'est là, dit-on, la pierre d'achoppement que la gauche a rencontrée dans sa tentative de construire une alternative au pouvoir dans le pays.

Vous mentionnez d'ailleurs à ce propos une déclaration de Lula lui-même après l'échec de l'élection de 1989 : « la vérité la plus dure est que ceux qui nous ont vaincus étaient les secteurs les moins favorisés de la société ». J'aimerais que vous commentiez l'idée de la « question nordeste » et son importance pour comprendre le Lulismo.

André Singer - L'idée de la question du nordeste est liée à la période précédant 2006, lorsqu'il était possible d'identifier un bloc conservateur qui avait une base solide dans le nord-est et le nord du Brésil. Cette base était si importante qu'elle a permis à la dictature de vaincre, par des votes au Congrès, l'une des plus grandes mobilisations de masse de l'histoire récente du pays : la campagne « Diretas Já » en 1984. Comment cette base conservatrice s'est-elle constituée ? Par une articulation entre les oligarchies régionales et les bases électorales. Lorsque je parle de la « question nordeste », c'est ce que je veux dire. Le lulisme va transformer cette relation et produire une nouveauté dans le processus politique brésilien en créant une base fixe dans le Nord-Est.

D'autre part, après les élections présidentielles de 1989, Lula a dit quelque chose comme « nous avons été vaincus par la périphérie, pas par les riches ». Cette périphérie peut également se situer dans les grandes villes brésiliennes de la région du sud-est, telles que São Paulo, Rio de Janeiro et Belo Horizonte. Il arrive que les périphéries des grandes villes soient formées dans une certaine mesure par des personnes venant de la région du nord-est.

Pour comprendre, par conséquent, la question nordeste, la distinction que je fais entre les pauvres et les classes laborieuses est fondamentale. Les pauvres font partie de la classe

ouvrière, mais ils ne sont qu'une fraction – que j'ai appelée le sous-prolétariat – de cette dernière. Lorsque j'ai commencé à travailler sur la question électorale, ce que j'ai soutenu, c'est que ce secteur est vulnérable et manque de ce que nous pourrions appeler une « citoyenneté du travail ». Cette fraction de la classe ouvrière est privée de droits (nous parlons de près de la moitié de la main-d'œuvre qui n'a jamais été pleinement intégrée au marché du travail).

Le lulisme a réussi à commencer à intégrer une partie de ce contingent, qui a encore augmenté ces dernières années. J'ai cherché à caractériser ce secteur comme un secteur vulnérable et à suggérer que cette vulnérabilité l'empêche de participer à la « lutte des classes », selon l'expression de Paul Singer. Ce n'est pas qu'elle ne peut pas du tout le faire, mais, dans des conditions normales, sa participation est entravée. C'est pourquoi il m'est venu à l'esprit que cette condition explique en partie pourquoi une partie de la classe ouvrière tend à ne pas soutenir les positions liées aux syndicats, par exemple, tendant vers des options politiques qui assurent l'ordre. C'est ce qui a changé avec la réélection de Lula en 2006.

Igor Peres - C'est dans ce livre que l'idée de « lulisme » acquiert la stature d'un concept. Il nomme la rencontre entre une occasion défavorable, marquée par des accusations de corruption dans la sphère législative nationale - ce qu'on appellera plus tard le Mensalão - et la décision de l'exécutif national d'adopter « des politiques publiques visant à réduire la pauvreté et à activer le marché intérieur sans affronter le capital ». Pour expliquer ce qui a émergé de cette réunion, vous utilisez la catégorie du « réalignement électoral », un mouvement qui donnera finalement naissance au lulisme en 2006. Pourriez-vous reconstituer ce raisonnement ?

André Singer - Le lulisme est le corollaire électoral d'un programme pratique qui s'adresse au sous-prolétariat. Je ne pense pas que ce programme ait été pensé comme tel, mais pratiqué. En quoi consiste-t-il ? Il s'agit d'un programme de lutte contre la pauvreté. Je ne parle pas de la répartition des revenus, qui est un concept plus complexe. Je parle de la réduction de la pauvreté sans affrontement avec le capital.

Depuis 2004, la réduction de la pauvreté, obtenue grâce au programme Bolsa Familia et au crédit déductible des salaires, est déjà perceptible ; en 2005, à ces deux initiatives s'est ajoutée l'augmentation du salaire minimum. Ce programme pratique a connu un grand succès, car il a permis d'augmenter le niveau de consommation d'une partie de la population qui gagnait très peu, renforçant ainsi la situation économique de ce segment en période de faible croissance. De mon point de vue, c'était une invention. C'est quelque chose qui n'était pas prévu. J'insiste, sans affronter le capital : cela ne s'est pas fait au détriment de certaines lignes directrices centrales du néolibéralisme (taux d'intérêt élevés, faibles niveaux d'investissement public et structure de taux de change flottant), et c'est ce qui a permis aux deux gouvernements de Lula d'évoluer dans une certaine stabilité. Il n'y a pas eu de bouleversement social, comme l'attendaient et le prédisaient les secteurs conservateurs qui affirmaient que le gouvernement Lula serait un gouvernement tumultueux.

Ce que j'appelle le « réalignement électoral » s'est produit en 2006, et il se compose de deux éléments. Le premier est lié au changement de positionnement des plus pauvres par

rapport à Lula, et à l'émergence conséquente du lulisme électoral. C'est-à-dire que, jusqu'en 2002, le PT avait un profil électoral plus proche de la classe moyenne. À partir de 2006, il y a eu un changement, et c'est précisément ce que j'interprète à partir d'une idée qui vient de la science politique nord-américaine, qui cherche à penser le passage de certains secteurs de l'électorat d'un bloc à un autre. Si nous examinons les chiffres, nous constatons qu'en termes de masse de votes, les deux compétitions présidentielles sont similaires ; ce qui change, c'est le profil des électeurs.

Les plus pauvres ont commencé à voter pour Lula en masse, notamment dans le Nord-Est (et continuent à le faire à ce jour). À son tour, la classe moyenne s'est tournée vers le Parti de la démocratie sociale brésilienne (PSBD). Il est vrai que cette dernière a toujours été liée à la classe moyenne, mais cette dernière était divisée. Le Mensalão, une crise déclenchée par des allégations de corruption liées à l'achat présumé de votes au sein du corps législatif national, a unifié la classe moyenne contre le lulisme et le PT. En bref, c'est le réaligement qui a donné naissance au lulisme. Les plus pauvres d'un côté, la classe moyenne de l'autre ; c'est une polarisation sociale qui persiste encore aujourd'hui. Je crois que l'hypothèse du réaligement a survécu même à ce grand changement représenté par l'élection de Bolsonaro en 2018.

Igor Peres - Dans *Os sentidos do lulismo*, vous soulignez la difficulté du lulisme à passer du « réformisme faible » au « réformisme fort ». Vous analysez comment le « rêve rooseveltien » qui s'était profilé à l'horizon du second mandat de Lula a été subordonné au réalisme de la corrélation des forces. Et il décrit également comment la décision de maintenir les antagonismes dans l'équilibre et l'arbitrage a fini par s'imposer comme le moyen et la fin de son second mandat présidentiel. Pourriez-vous développer cette idée ?

André Singer - La question du passage d'un réformisme faible à un réformisme fort m'amène à faire quelques ajustements que seul le passage du temps permet. Les deux livres - *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservadore* (2012) et *O lulismo em crise. Um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016)* (2018) - ont été écrits dans le feu de l'action, pour ainsi dire. En ce sens, et en regardant en arrière, je dirais que la deuxième présidence de Lula est un mandat dans lequel les grandes orientations néolibérales commencent, en quelque sorte, très lentement, à subir un changement. Les investissements publics, par exemple, commencent à dégeler. Il y a aussi une sorte de limitation du taux d'intérêt et, en outre, une légère modification de la politique de change.

Il s'agit d'une évolution vers une politique économique plus proche du développementalisme. Elle ne va pas jusqu'à être une politique économique développementaliste, mais elle fait des pas dans cette direction. En ce sens, je pense que le second mandat est différent du premier. Parmi les autres changements importants, je soulignerais, par exemple, le changement au ministère des finances, d'Antonio Palocci à Guido Mantega. Toutefois, il est également vrai qu'il s'agit d'une mesure plutôt homéopathique, dans le sens où elle préserve le principe de non-affrontement avec le capital - qui est le garant de la stabilité politique - tout en maintenant un faible niveau de conflit, même au cours du second mandat de Lula.

Cette décision est basée sur une évaluation du rapport des forces à un moment donné. Il s'agit d'une question décisive, qui doit être envisagée dans une perspective objective et

aussi peu idéologique que possible. Comment mesurer le rapport des forces en présence ? L'une des façons de procéder est d'examiner la Chambre des députés, qui est l'expression (quelque peu déformée, il est vrai) de l'électorat de chaque État. Ce n'est pas la seule, mais c'est une expression significative. Le Congrès national, tant la Chambre des députés que le Sénat, a retiré, par exemple, 30 milliards de reais d'investissements dans le domaine de la santé en 2007.

Au Brésil, nous avons le système de santé unifié (SUS) garanti par la Constitution de 1988, ce qui revient à dire que nous avons une sorte de système national de santé, qui en Angleterre a été le résultat d'un fort réformisme après la Seconde Guerre mondiale. Mais dans la pratique, cela n'a jamais été mis en œuvre au Brésil. Le système existe, mais il ne sert pas tout le monde, et il ne le fait pas avec la qualité qu'il devrait. En 2007, un montant énorme d'investissement a été retiré de ce système, et pourquoi le Congrès a-t-il fait cela ? Parce qu'il a une majorité conservatrice. Aurait-il pu y avoir un processus social en dehors du Congrès ? Oui, ça aurait pu être le cas, mais ça ne l'a pas été. Il faudrait penser à combiner action institutionnelle et mobilisation sociale.

Igor Peres - Vous consacrez une partie de *O lulismo em crise* à caractériser le premier mandat de la personne qui a succédé à l'ancien leader métallurgiste à la présidence. Selon vous, « [...] stimulée par le capital politique accumulé par Lula, Dilma a pris au sérieux l'idée d'accélérer le rythme de l'initiative du président, en laissant place à une politique économique développementaliste ». Nous aimerions que vous résumiez ce que vous appelez « l'essai développementaliste » de Dilma...

André Singer - La principale mesure qui caractérise l'essai développementaliste est une forte réduction du taux d'intérêt. Le taux d'intérêt avait été identifié par la gauche brésilienne, avant l'arrivée du PT au pouvoir en 2003, comme le principal obstacle à la croissance (que ce diagnostic soit correct ou non, je ne peux pas le dire, car je ne suis pas économiste, je suis politologue, et je ne prétends pas être économiste... quand je parle d'économie, c'est parce que je comprends que l'économie est au centre de la politique et qu'au centre de l'économie se trouve la lutte des classes). Toute la gauche brésilienne avait identifié le problème du taux d'intérêt comme fondamental pour la question de la répartition des revenus. Et c'est logique, puisqu'il s'agit de modifier le profil de la répartition des revenus dans l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Pour ce faire, tout le monde s'accorde à dire que l'économie doit croître, ce qui n'est pas le cas avec une économie en récession.

Dans cette ligne, Dilma a pris la décision courageuse de baisser fortement les taux d'intérêt au début de 2012. Elle y est parvenue parce qu'elle a mené un combat important pour changer la direction de la Banque centrale, alors qu'elle venait de commencer son mandat. Elle a choisi un président de la Banque centrale qui ne venait pas des marchés financiers, mais de la bureaucratie de la Banque centrale, ce qui est très différent. Les banques privées n'ont pas apprécié la baisse des taux d'intérêt. Cela a déclenché ce que j'appelle la « guerre des écarts » : l'État baisse ses taux, mais les banques privées continuent à pratiquer le leur. Dilma a utilisé les banques publiques pour amener les banques privées à baisser leurs taux d'intérêt, en faisant valoir que si les banques privées ne faisaient pas de même, elles perdraient des clients. Les banques privées ont été obligées de les baisser. Cela signifie lutter contre le cœur du capitalisme, qui est financier.

La deuxième mesure consistait à aborder la question du taux de change, ce qui signifiait essentiellement gérer les importations et faciliter les exportations, en favorisant les industries brésiliennes. Il y a eu une dévaluation du taux de change d'environ 20 %. Il y a ici un débat entre économistes : certains disent que cette ampleur de la dévaluation n'était pas suffisante, que cette dévaluation n'a pas garanti la compétitivité de l'industrie nationale. Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que Dilma est la seule à l'avoir fait. Et elle l'a fait pour favoriser l'industrie brésilienne.

Si les industriels considéraient l'ampleur de la dévaluation comme insuffisante, pourquoi n'ont-ils pas fait un geste pour soutenir la décision du président ? Pourquoi n'ont-ils pas fait pression pour une dévaluation plus importante ? Ce qui s'est passé en fait, c'est que pendant que Dilma prenait ces décisions économiques, les industriels, paradoxalement, ont commencé à changer leur position vis-à-vis de son gouvernement. Elle a tout fait pour les favoriser, mais ils se sont opposés à elle pour des raisons qui ne sont pas faciles à comprendre. Ce processus, qui a débuté en 2012, a conduit à la chute de Dilma en 2016.

Enfin, elle a modifié les règles concernant le secteur de l'électricité, ce qui était une demande des entrepreneurs industriels, notamment ceux des industries électro-intensives. Avec une électricité chère, les produits brésiliens perdaient en compétitivité. Il y a donc eu un changement dans la réglementation qui a abaissé les tarifs, y compris les tarifs intérieurs, en septembre 2012.

En résumé, je dirais que ce sont les trois principales mesures du procès développementaliste. J'ajouterais un autre fait : certains pensent que l'investissement public réalisé à l'époque était loin d'être suffisant. Il est vrai qu'il y a eu une réduction de l'investissement public en 2011, mais je pense que, même si l'ampleur de l'investissement n'était probablement pas idéale, il y a des éléments pour caractériser la période de 2011 à 2014 comme une « répétition développementaliste ». Le gouvernement Dilma a constitué un progrès par rapport au mandat précédent. C'est comme si elle avait dit : « Maintenant, appuyons sur le champignon ». Mais cette décision lui a coûté cher, car la réaction du capital national et international a été violente et, une fois de plus, il n'y a eu aucune tentative de mobilisation des travailleurs pour défendre ce « procès ».

Igor Peres - Au milieu de la route développementaliste, il y avait une pierre... Pour emprunter un passage de Tocqueville, pour qui les grands bouleversements sociaux éclatent « quand les choses vont mieux », *Os sentidos do lulismo* préfigurait que le sous-prolétariat commencerait à avoir ses propres revendications. Cependant, en analysant les manifestations de 2013, vous arrivez à des conclusions différentes sur la composition sociale de ceux qui sont alors descendus dans la rue. Nous aimerions que vous reveniez sur la caractérisation de cet événement décisif de l'histoire récente du Brésil.

André Singer - Juin 2013 représente, comme l'a dit Marx dans un autre contexte, un « coup de tonnerre ». J'ai fait des recherches à partir des données disponibles et ma conclusion est que le sous-prolétariat était absent des manifestations, auxquelles participaient principalement les secteurs supérieurs et moyens. Ce qui s'est passé en 2013, c'est une sorte de transformisme mais venant de la rue. Cela a commencé comme une manifestation de gauche, honnête, de jeunes gens, avec une vision intéressante, beaucoup plus radicale que le lulisme, sans aucun doute. Ces personnes, qui n'avaient rien à voir

avec le sous-prolétariat, ont compris que la situation était meilleure mais qu'il fallait avancer, faire un pas en avant. Ce qui s'est passé, c'est qu'ils ont réveillé un monstre qu'ils ne pouvaient pas contrôler.

En quelques jours, entre le 13 juin et le 17 juin, les manifestations ont complètement changé de direction. C'est incroyable. Il y a eu une série de manifestations de gauche pour la réduction des tarifs de transport, notamment à São Paulo. Ces manifestations se sont terminées par une énorme répression le 13, qui a été critiquée même par les journaux les plus conservateurs, car la police était vraiment hors de contrôle. En réaction à cette répression, une manifestation a été déclenchée, dont a profité la classe moyenne conservatrice, qui a utilisé l'argument de l'anti-répression pour lancer un mouvement de masse contre le lulisme, représenté dans la ville de São Paulo par le maire Fernando Haddad, et contre le gouvernement fédéral dirigé par Dilma Rousseff.

À l'époque, je n'ai pas compris : cela ressemblait à une grande manifestation de gauche, mais ce n'en était pas une. À tel point que deux jours plus tard, lors d'une troisième manifestation, la gauche a été expulsée des rues. Des groupes vêtus de T-shirts de l'équipe nationale de football brésilienne ont commencé à apparaître. On ne savait pas exactement d'où ils venaient, mais nous voyons aujourd'hui que c'était la graine du Bolsonarisme. Je pense que cela a à voir avec le phénomène des réseaux sociaux. Tout cela se passait sous terre. Cela ne serait pas arrivé cinq ans plus tôt. Il s'agissait d'une « transformation spontanée ». De nombreuses personnes de gauche ont participé à ces journées de mobilisation, qui ont eu lieu dans tout le pays, et je ne les critique pas, car il n'était pas facile de comprendre ce qui se passait. Parfois, l'extrême gauche et l'extrême droite manifestaient sur la même avenue. À São Paulo, il y a même eu des conflits entre ces forces, mais pas ailleurs.

En bref, 2013 est un événement très particulier. Certains auteurs le relient aux cas de la Turquie ou de l'Égypte, mais le cas brésilien est différent. En tout cas, ce qui s'est passé en juin 2013 a marqué un tournant. Depuis, la droite a changé de position et est passée à l'offensive contre le gouvernement, ce qui a mené directement au coup d'État parlementaire de 2016.

Igor Peres - En plus du « procès développementaliste », dans *O lulismo em crise*, vous soutenez que Dilma a également promu un second « procès » au cours de son premier mandat, que vous qualifiez de « républicain ». La tentative de l'ancien juge Sergio Moro de se présenter comme le représentant de l'indignation sociale contre la corruption a peut-être relégué dans l'ombre cette initiative, qui a été peu commentée, même par les analystes politiques qui se consacrent à cette période. Pourriez-vous revenir sur cette idée d'un « procès républicain » sous Dilma ?

André Singer - Ce que j'ai vérifié dans mes recherches, c'est que Dilma, en plus de réaliser ce que j'ai appelé la « répétition développementaliste » - qui était plus visible - a mis en œuvre d'autres transformations systématiques qui n'ont pas attiré autant d'attention. L'ancien président a mis en œuvre une politique systématique de lutte contre ce que nous appelons au Brésil le « fisiologismo » [copinage], c'est-à-dire l'occupation d'espaces dans l'État à des fins personnelles. Dilma a pris des décisions très claires et nettes pour combattre le fisiologismo, ce qui lui a coûté la majorité au Congrès (notamment à la

Chambre des députés) et pour lequel elle a payé un prix élevé.

Pour sa décision de lutter contre le fisiologismo, Eduardo Cunha (PMDB), représentant par excellence de cette pratique, a été élu président de la Chambre des députés. Nous parlons d'un homme politique extrêmement agressif, avec une grande capacité d'action et d'articulation dans cette sphère du pouvoir législatif. Dilma a été, une fois de plus, très courageuse. Ce qui s'est passé, c'est qu'elle ne l'a pas fait de manière mobilisatrice. Elle a ameuté les bêtes sauvages ; dans le cas de ce que j'ai appelé le « procès républicain », le deuxième procès de Dilma, je me réfère aux bêtes sauvages du Congrès, qu'elle a décidé d'affronter sans recourir à la mobilisation de soutien. Elle l'a fait sans les bases sociales nécessaires, et le seul moyen de le mener à bien aurait été une mobilisation massive des forces sociales. C'est toujours un processus risqué, mais c'est une option. C'est comme si elle s'était appuyée sur la force de l'investiture présidentielle, qui est grande mais pas omnipotente.

D'autre part, un tout autre processus a eu lieu, dans lequel le juge Sergio Moro est impliqué, et qui a commencé en 2014. Je fais référence à l'opération Lava-Jato, un processus extraordinaire qui a permis de faire des découvertes incroyables et qui a conduit à un type d'action sans précédent au Brésil. L'opération s'est avérée être, en fin de compte, une manœuvre d'une faction qui avait pour objectif clair de détruire le PT et l'ancien président Lula. Malgré cela, elle a un aspect républicain en raison de ce qu'elle a révélé. Mais l'utilisation politique et partisane de l'opération était une absurdité d'un point de vue démocratique. Un juge doit être impartial, et le juge Moro a démontré sa partialité en acceptant de rejoindre le gouvernement de Bolsonaro, qui a été le principal bénéficiaire de sa façon d'agir. Lorsque cela s'est produit, son aura s'est assombrie et la thèse de la nature factionnelle de l'opération a été démontrée.

Il est donc clair que le procès républicain de Dilma et l'opération Lava-Jato sont deux processus totalement différents. Où se croisent-ils ? Ils se croisent lorsque l'opération Lava-Jato fait ses découvertes sur Petrobras. Au moment où cela s'est produit, Dilma avait démis de ses fonctions l'ensemble de la direction de l'entreprise plus d'un an auparavant, sans que son action soit directement liée à Lava-Jato. Involontairement, alors, et dans un événement incroyable, les processus se sont croisés. Le processus politique brésilien de ces années-là a produit des événements qui devraient figurer dans tout recueil de la politique mondiale. Avec tout le respect que je vous dois, c'est comme en 2013 : des événements hors du scénario connu, des processus aux directions opposées qui se croisent de manière inattendue.

Igor Peres - Source d'inspiration pour l'essai développementaliste, « le rooseveltianisme avait émergé dans le centre capitaliste à une époque de keynésianisme dominant », affirmez-vous dans *O lulismo em crise*. « Appliqué à la matière brésilienne à l'heure de la mondialisation et du néolibéralisme, il a déchiré le lulisme, amenant la société en un lieu très éloigné de toute aspiration égalitaire ». Peut-être sommes-nous aujourd'hui déjà en mesure de donner un nom au « lieu » que vous évoquez ; nous pouvons l'appeler bolsonarisme. Récemment, vous avez analysé ce que vous caractérisez comme un processus de « réactivation de la droite » au Brésil. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?

André Singer - Je pense que le processus d'impeachment était un coup d'État parlementaire. Il ne s'agissait pas d'un coup d'État au sens classique du terme, mais d'un coup parlementaire typique des processus d'érosion de la démocratie qui se déroulent dans le monde entier. C'est un processus qui se déroule dans le cadre des lois. Il ne rompt pas avec les constitutions, mais les utilise : c'est une manière d'user des lois pour réaliser un coup d'État. L'Impeachment est prévu par la constitution. Mais la même constitution stipule que cet instrument ne peut être utilisé que lorsqu'il y a un crime de responsabilité. Et il est clair que la présidente Dilma Rousseff n'a pas commis de crime de responsabilité. Par conséquent, je pense qu'il s'agissait d'un coup d'État parlementaire qui a ouvert la porte au démantèlement de la démocratie brésilienne.

Le bolsonarisme est une continuation de ce processus. Le gouvernement Temer avait déjà été un gouvernement de reculs sociaux et économiques très importants, et le gouvernement de Bolsonaro a prolongé cette tendance. Ce qui est important, c'est qu'en 2018, il y a eu des élections qui étaient relativement représentatives. Je dis relativement parce que Lula a été empêché de participer au concours, et que c'était le résultat d'une action délibérée de l'opération Lava-Jato pour empêcher son retour au gouvernement. Néanmoins, le PT a décidé de reconnaître les résultats, et si le PT a reconnu les résultats, ils doivent être analysés.

En examinant les résultats de ces élections de 2018, on perçoit un renouveau d'une base de droite très forte dans l'électorat brésilien, même si elle n'est pas majoritaire. La droite dispose d'une base électorale d'environ 30%, ce qui est similaire au poids qu'a le lulisme dans des conditions normales, c'est-à-dire dans les moments précédant le début des campagnes. Lorsque ces dernières commencent, les électeurs situés entre les deux extrêmes ont tendance à se déplacer.

La dynamique de réactivation fonctionne, par exemple, lorsque Bolsonaro adopte une rhétorique anticommuniste qui peut sembler atemporelle pour certains. Et ce, parce qu'il n'y a pas de réelle menace communiste au Brésil, puisque le lulisme, comme je l'ai soutenu, n'est pas communiste. Il est vrai qu'il y a eu un processus politique et économique plus fort sous Dilma, mais sans mobilisation, comme je l'ai également mentionné ci-dessus. Nous pouvons également penser, même dans le contexte du gouvernement de Dilma, aux manifestations de juin 2013, mais ici la radicalisation a été menée par la droite, et non par la gauche.

Alors pourquoi la rhétorique anti-communiste trouve-t-elle un écho ? Parce qu'il y a une base caractérisée par ce que j'ai appelé le « conservatisme populaire ». Ce segment est identifié depuis longtemps par la littérature brésilienne sur le sujet, mais en même temps, c'est un phénomène qui reste peu compris. Cette base est constituée de secteurs de la classe moyenne inférieure auxquels s'ajoutent des fractions des masses laborieuses. Il s'agit de secteurs qui ne disposent pas de beaucoup de ressources, mais qui, en raison de l'existence d'un important sous-prolétariat, fonctionnent comme des secteurs intermédiaires et ont peur de perdre ce qu'ils ont. Les secteurs vulnérables – qui ne possèdent presque rien – craignent également le désordre, car ils constituent le maillon le plus faible. Ils veulent du changement, mais à cause de la peur dont ils se nourrissent, ils exigent que toute transformation se fasse dans l'ordre.

La combinaison d'une situation économique négative – qui a commencé en 2015, même pendant le gouvernement de Dilma – et d'une tradition idéologique qui a une longue histoire dans le pays a créé les conditions pour que Bolsonaro fasse renaître une droite jusque-là en sommeil.

Dans une étude récente, j'ai essayé de montrer que le lulisme a neutralisé et démantelé ce conservatisme populaire entre 2006 et 2014, mais que le prix à payer pour cela a été la démobilisation. Il y a eu une sorte d'engourdissement délibéré du conservatisme causé par la politique homéopathique du Lulismo, qui cherchait à éviter la confrontation. Nous devons attendre et voir ce qui se passera lors du processus électoral de 2022. Bien qu'il y ait des continuités, nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle situation en raison de la présence de phénomènes politiques à composante fasciste dans la politique nationale et internationale. Cela ne faisait pas partie du paysage mondial avant 2016, et ce n'était pas non plus le cas au Brésil en 2018. Mais c'est quelque chose qui, ici, comme peut-être aussi en Argentine, est là pour rester.

*

Cette interview a été réalisée dans le cadre de la série « La situation brésilienne entre le passé et le futur », parrainée par le département d'études politiques du Centro Cultural de la Cooperación (Buenos Aires).

Igor Peres est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'université d'État de Rio de Janeiro. Il a été professeur invité à l'École interdisciplinaire des hautes études sociales (IDAES). Il mène actuellement des recherches sur le lulismo et le kirchnerisme dans une perspective comparative.

Traduction : Contretemps